JEAN MACÉ – UN RÉPUBLICAIN

« O République Universelle Tu n'es encor que l'étincelle Demain tu seras le soleil. »

Victor Hugo (Les Châtiments - 1853)

« Avant d'instituer le Suffrage Universel, il aurait fallu 30 ans d'instruction obligatoire, et c'est le contraire qui a eu lieu »

Jean Macé

« La République doit se construire sans cesse car nous la concevons éternellement révolutionnaire, à l'encontre de l'inégalité, de l'oppression, de la misère, de la routine des préjugés, éternellement inachevée tant qu'il reste un progrès à accomplir ».

Pierre Mendès-France « Sept mois et dix-sept jours, Nous étions en 1788... » (Julliard)

Les journées de février 1848 enflamment, enthousiasment et métamorphosent Macé qui raconte : "Je marchais alors sur mes 33 ans, et j'avais jusque-là jeté ma vie à tous les vents, ne prenant racine nulle part, ayant gaspillé les chances d'avenir universitaire ou littéraire qu'auraient pu me donner au sortir du collège, mes triomphes d'écolier, si les besoins d'activité physique et d'existence au grand air n'avaient été trop souvent les plus forts. [...] Toujours est-il que dans ce commencement aventureux de ma carrière, je m'étais frotté, chemin faisant, à beaucoup de gens et beaucoup de choses, et que j'entrais en pleine maturité d'esprit, quand le démon de la politique mit enfin la main sur moi¹".

Peu avant les événements de février, sous le pseudonyme de Jean Moreau, Jean Macé rédige une brochure intitulée "Lettres d'un garde national à son voisin". Dans

la première de ces lettres, il critique le régime censitaire : "Un homme est flétri, déshonoré, notoirement incapable; il a volé sa fortune; il ne sait pas lire : n'importe, il paie 200 F, il a la confiance de la société. [...] Un autre homme est l'orgueil de sa patrie, c'est un génie, un héros : n'importe encore; il ne paye pas 200 francs; la société ne le connaît pas. ». Dans la 2ème lettre, Macé donne son avis sur l'adjonction des "capacités" au régime censitaire : "c'est, dit-il, le privilège de l'intelligence, d'une certaine intelligence, de celle qui est sœur de la richesse". Enfin, Macé demande que le droit de vote soit accordé aux Gardes Nationaux, chargés, rappelle-t-il, de la défense de la Royauté constitutionnelle, du maintien de l'obéissance aux lois et de la défense des frontières. "Vous leur donnez, dit Macé, la maison à garder, avec tout ce qu'il y a dedans, et vous leur refusez voix au chapitre pour les détails d'intérieur : voilà de la confiance bien mal distribuée! " Et il termine par cette question : "Si le soldat citoyen n'est pas citoyen, pourquoi l'avez-vous fait soldat"?

Le vœu exprimé par Macé en janvier 48 est largement dépassé par la Révolution de février 48 qui accorde non seulement le droit de vote aux Gardes Nationaux mais aussi à tous les citoyens : c'est le suffrage universel. Macé est commotionné : "Je n'oublierai jamais, dira-t-il, l'impression étrange, mélangée de joie folle et de terreur secrète, que me fit l'apparition subite du suffrage universel, quand je l'aperçus affiché sur les murs, au matin du 25 février [...] Dès ce jour, il n'y avait qu'à ouvrir les yeux pour se convaincre qu'une chose primait tout dans ce pays, l'éducation du maître inculte auquel il appartenait désormais, sans recours possible contre ses volontés. Cela, j'en avais la certitude absolue²".

Montesquieu avait montré dans "l'Esprit des Lois" que le régime républicain, par opposition au despotisme et à la monarchie, se fonde sur <u>la vertu</u> des citoyens. Macé reprend le flambeau et publie en mars 1848, une brochure intitulée "les Vertus du Républicain". Il en dénombre douze. La première de ces vertus est l'amour. "Un républicain doit aimer, dit-il, celui qui n'aime pas n'est pas un républicain". Viennent ensuite : le sentiment de la dignité humaine, le courage, la générosité, la politesse, la constance, la modération, la modestie, le désintéressement, la franchise, la justice et le patriotisme. La 8ème vertu du républicain, la modestie, « est le parfum de toutes les vertus. Un républicain qui n'est pas modeste est incomplet. S'il a mérité l'éloge, c'est une faiblesse à lui d'aller le mendier. C'est un ridicule qu'il se donne, si par hasard il ne l'a pas mérité. Un homme de mérite, qui se laisse aller à l'orgueil, devrait bien se donner la peine de considérer combien est effrayante la majorité des sots dans le bataillon des orgueilleux. Comme il aurait bien vite abandonné ce troupeau suspect où il peut être pris si facilement pour son voisin ».

A nouveau sous le pseudonyme de Jean Moreau, paraissent "Les Entretiens du Père Moreau". Le père Moreau, conseiller rural du peuple va sur la place du village où sont rassemblés ses habitants qui viennent d'apprendre que la royauté a été renversée. On lui demande ce qu'il sait de la République. Il explique ce qu'est une élection, ce qu'est un électeur. Dans le second entretien, il convainc les villageois

que l'ordre ne sera pas troublé; dans le troisième, il traite du service militaire qui doit être égal pour tous; dans le quatrième de la légitimité de l'impôt; et dans le cinquième de la nécessité d'apprendre à élire un bon député.

Puis paraît le 31 mars "Profession de foi d'un communiste". Le communisme de Macé est ce qu'on a appelé le "solidarisme". Ce n'est pas exactement celui de Marx et Engels. C'est celui des Fouriéristes qui dénoncent les méfaits de la concurrence anarchique et qui rêvent de fondre la loi de l'histoire universelle en fraternité des intérêts. "Montrez-moi, dit Macé, la place de la liberté dans ce troupeau d'hommes libres qui se vendent les uns aux autres à l'heure, au jour, à l'année. Montrez-moi la place de l'égalité dans cet échafaudage humain d'oppresseurs et d'opprimés. Dans cette cohue tumultueuse de combattants acharnés, montrez-moi la place de la fraternité".

Ses propos sur la machine et le chômage sont d'une actualité étonnante : "La machine, cette mère des affamés, est le plus grand progrès qu'ait fait encore l'humanité. Ce que l'homme lui devra est incalculable [...] La machine doit être la servante de l'homme, et non pas sa rivale ; elle doit travailler pour lui, non contre lui; elle a pour mission de l'émanciper de la vie de bête de somme, et non pas de la vie [...] Elle sera retirée un jour des mains qui la détiennent, des mains qu'elle rendrait homicides, et qui perdront, en la lâchant, le droit de choisir dans la foule qui doit vivre, le front levé, d'un salaire certain, et qui doit être livré aux angoisses du hasard, à la honte de l'aumône. [...] On croyait avoir décrété le droit de l'homme : on n'avait décrété que le droit du capital. Sans lui rien, avec lui tout".

Bien qu'il ne cherche pas à jouer les Cassandre de l'économie, Macé, témoin lucide de son époque, fait ce constat : « Dans cette joute au rabais, le plus pressé d'arriver cherchera bien à délester sa barque, c'est-à-dire à réduire ses frais. De là choix moins sévère de la matière première, falsification au besoin, réduction de la main d'œuvre et de son prix. Les bras ne manquent pas, grâce à la machine qui les refoule, et l'ouvrier, serré de trop près, se mange à son tour, en offrant au rabais sa marchandise à lui, son travail. Ouvriers, fabricants, marchands, qu'un seul descende, une loi fatale, la loi du niveau des prix, entraîne toute la ligne à sa suite; et la fraude elle-même, qui seule permet certains prix, la fraude devient parfois obligatoire, sous peine d'abdication. [...] Ils partent donc ces hommes utiles dont les services ne sont pas payés... Ils vont s'engouffrer dans la cohue des villes encombrées, où ils ajoutent encore à l'étouffement général, et, conséquence déplorable du système, les bras manquent à la terre, la nourricière du pays, pendant qu'ils surabondent là où ils sont inutiles, là où ils sont un fléau ».

Enfin, il livre son sentiment profond sur la société et son fonctionnement "Si la société actuelle était viable, en fait, je revendiquerais encore le droit de déclarer qu'elle n'est pas bonne, que sa loi n'est pas juste, que ceux qui le sentent et l'entendent tout bas dans le murmure inavoué parfois de la conscience, que ceux-là rendront compte à Dieu des souffrances humaines qu'ils auront laissé durer".

Le programme des combats futurs de Macé est donc tracé. Il embrasse la République. Il se battra pour qu'elle soit juste, fraternelle, solidaire. Le Suffrage Universel transformant subitement chaque Français en électeur, en souverain, il luttera contre l'ignorance de ces nouveaux "souverains" : "L'enseignement qui presse le plus, c'est l'enseignement politique. Aujourd'hui que tous, éclairés ou non, sont appelés indistinctement à décider en arbitres souverains des destinées du pays, nous n'avons plus le droit, sous peine de périr, d'avoir des ignorants parmi nous. Nos frères des campagnes ne sont pas encore avec nous, parce qu'ils ne savent pas. Leur intérêt et le nôtre ne font qu'un; mais on leur a dit le contraire, et ils n'ont pas lu les réponses qui sont faites aux mensonges et aux calomnies. Ces réponses, nous les tenons tous les jours entre nos mains. Elles remplissent les colonnes des journaux socialistes... Ils serviraient là-bas à cet homme abusé qui partagerait bientôt nos idées s'il partageait nos lectures quotidiennes³".

Macé met immédiatement cette idée en application. Il crée le bureau de la « Propagande Socialiste » : « Au carrefour que font en se coupant les rues Coquillière et Jean-Jacques Rousseau, il était une maison d'angle, [...] d'où est sortie, après le coup d'État, l'institution des Bouillons Duval. C'est là que de novembre 1848 au 13 juin 1849, j'ai dirigé, sous l'œil méfiant de la police, le bureau de la Propagande Socialiste, mon début dans le métier d'organisateur. Il y avait de tout dans le socialisme d'alors. Mon socialisme, frais émoulu, se rapprochait de la nuance phalanstérienne à laquelle appartenaient beaucoup de mes amis. Elle n'avait rien de commun avec le farouche socialisme d'État d'aujourd'hui, l'école de Fourier basant toute sa théorie du progrès social sur un groupement libre d'actions personnelles, dans des associations indépendantes les unes des autres. Duval était phalanstérien, et de là l'installation de mon bureau chez lui »⁴.

L'activité essentielle du bureau, consiste à collecter des journaux déjà lus par des associés et de les envoyer en province aux adresses fournies par des provinciaux de Paris. On expédie jusqu'à 2 000 à 3 000 journaux par jour. Pour assurer une meilleure distribution, Macé organise des Sociétés de propagande pour chaque département.

Le 13 juin 1849, il est interrompu dans son action : "Je fus élu membre du comité qui dressa la liste socialiste de Paris aux élections de juin 1849, et par les soins duquel s'organisa la manifestation du 12 juin contre cet odieux bombardement de Rome, dont les conséquences pèsent encore sur la France aujourd'hui ».

Rome était depuis 1848 aux mains des Républicains qui en avaient chassé le Pape Pie IX. Le 30 avril 1849, un corps expéditionnaire commandé par Oudinot avait attaqué Rome pour la lui rendre⁵.

Les Républicains ne peuvent évidemment pas rester inactifs devant le spectacle affligeant d'une République en écrasant une autre. « J'étais justement, poursuit Macé, un des trois commissaires chargés de régler l'ordre et la marche de la manifestation. On ne me fit pas, il est vrai, l'honneur de m'avertir qu'on l'avait doublée quelque part d'une résolution de prise d'armes. Je n'appris la marche de Ledru-Rollin sur le Conservatoire des Arts et Métiers qu'à l'instant même où

Changarnier coupa sur le boulevard des Capucines l'inoffensive colonne de manifestants, et j'ai encore dans l'oreille le cri de colère que m'arracha cette tardive révélation. J'avais donné les mains, sans le savoir, à une aventure impossible, qui allait faire sombrer les derniers restes des libertés de 48 ».

Une nouvelle répression s'abattit : l'état de siège fut proclamé, les légions démocratiques de la Garde Nationale furent dissoutes. « Elle eut pour moi ce résultat que je tombai sous le coup d'un mandat d'amener et que je m'appelai Leclerc, en Normandie, quatre mois et demi durant, au bout desquels une ordonnance de non-lieu me rendit l'usage du nom de mon père⁶".

Macé s'était alors réfugié chez Heutte, un ancien camarade d'études, devenu imprimeur à Pont-Audemer. Tant qu'à Ledru-Rollin, il avait dû s'enfuir à Londres.

C'est probablement à cette époque que paraît la « *Prière Socialiste pour les* enfants » :

« Mon Dieu, qui avez fait tous les hommes pour être heureux, délivrez-nous de la misère et de la tyrannie; apprenez nous à nous aimer et à nous respecter les uns les autres; que tous vos enfants vivent entre eux comme des frères; qu'ils soient tous égaux; qu'ils soient tous libres.

Mon Dieu, protégez la République française qui doit sauver le monde. Prenez parti sur toute la terre pour tous les opprimés contre tous les oppresseurs. Faites que la vérité et la justice dominent en tout lieu, et accordez moi l'honneur de servir un jour à leur triomphe ».

Dans une lettre datée du 7 avril 1849, le Préfet de Police de Paris avertit le Ministre de l'instruction Publique du danger que représente cette publication « pour le cas où les meneurs du parti anarchique chercheraient à l'introduire dans les écoles primaires ».

Macé rentré à Paris est alors chargé d'aller organiser dans les départements la correspondance du journal *"La République"*, dont le rédacteur en chef est Eugène Bareste et le programme : liberté de la presse, réforme électorale, organisation du travail, association des peuples, éducation pour tous.

"Je fis là, raconte Macé, un voyage de 8 mois, courant de ville en ville, à pied la plupart du temps, commis-voyageur de la République, déjà bien malade, et gibier de gendarme, à l'occasion 7".

Un jour, au début du mois de mars 1850, sa profession ambulante le conduit en Alsace. Il arrive à Beblenheim, petite commune située à 10 km de Colmar, dont les collines sont couvertes de vignobles. Là se trouve une maison bourgeoise, appelée, en comparaison de ses voisines, "le Petit Château", un pensionnat de jeunes filles, dirigé par Mademoiselle Coraly Verenet. L'entretien avec la directrice est cordial, l'accueil chaleureux. Il se trouve sur tous les points en parfait accord avec son interlocutrice.

C'est au retour d'une de ces expéditions que Macé contracte la fièvre typhoïde. Alors seul dans une chambre étroite rue Duguay-Trouin, privé de soins, il risque de mourir. Une locataire, Marie-Louise Antoinette Sollier accourt à son chevet, le soigne, le sauve. A peine guéri, le 31 octobre 1850, Jean Macé l'épouse. Elle a

treize ans de plus que lui. Elle est ouvrière, pauvre et sans instruction. Il lui apprend à lire, écrire et calculer. Macé ne s'en remet pas moins à aller et venir pour la cause de la République, bien que ne se faisant plus guère d'illusions sur l'avenir du pays. En juillet, l'Assemblée ouvre le débat sur la révision de la Constitution; en octobre, le Président Louis-Napoléon propose l'abrogation de la loi électorale du 31 mai 1850. Le matin du 2 décembre 1851, Jean Macé ne peut accéder au journal. Il se retrouve alors sur le pavé, avec sa femme. Il reçoit peu de temps après une lettre de Mademoiselle Verenet qui le réclame au Petit-Château. C'est le salut : il quitte Paris pour Beblenheim dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier.

```
1• « La Ligue de l'Enseignement à Beblenheim » 1890
2• « Jean Macé - Fondateur de la Ligue de l'Enseignement » Prosper Alfaric pages 22 et 23
3• « L'Arc de Triomphe, président » 1848
```

4• « La ligue de l'Enseignement à Beblenheim » 1890

5• « La Révolution 1770-1880 » - François Furet

6• Voir la note 1

7• Ibid

